



Pôle Aménagement du territoire, Urbanisme et Habitat

plui@rumilly-terredesavoie.fr

Madame la Présidente de la
Mission régionale d'autorité
environnementale d'Auvergne-
Rhône-Alpes
DREAL AUVERGNE RHONE-ALPES
Pôle autorité environnementale
69453 LYON CEDEX 06

Rumilly, le 27 OCT. 2023



Objet : Recours gracieux / avis conforme n° 2023-ARA-AC-3173 du 27 septembre 2023 – modification n°2 du PLUi-H de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie

Nos Réf. : CH/CC/DL/127161

Affaire suivie par Caroline CARLIER, Directrice pôle Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat

Madame la Présidente,

Par **avis conforme n° 2023-ARA-AC-3173 du 27 septembre 2023**, la Mission régionale d'autorité environnementale a considéré que devait être soumis à évaluation environnementale le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunale tenant lieu de Programme local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, au motif que les évolutions suivantes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Dans ce cadre, la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie, étant en mesure d'apporter des ajustements au projet, souhaite formuler un recours gracieux à l'encontre de cet avis.

En effet, le dossier de projet de modification n° 2 du PLUi-H qui vous a été présenté pour avis le 27 juillet 2023 contenait des dispositions visant à prendre en compte dans le document les nouvelles sous-destinations du code de l'urbanisme, mises en place par les arrêtés du 31 janvier 2020 et du 22 mars 2023.

Une disposition visait ainsi notamment à modifier le règlement écrit pour interdire les « cuisines dédiées à la vente en ligne » dans toutes les zones du PLUi-H avec une exception en zones UB et UC, où elles pouvaient être autorisées sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.

Toutes zones	Article 2 Sont autorisés : <ul style="list-style-type: none"> • Cuisines dédiées à la vente en ligne* 	Compte-tenu de de l'impact éventuel sur les circulations et les stationnement (activité génératrice de déplacements), cette nouvelle sous-destination est : <ul style="list-style-type: none"> - Interdits en UA pour privilégier les commerces et services avec présentation au public (animation des centralités). - Autorisée en UB et UC sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.
---------------------	--	---

Après étude de votre avis sur ce sujet, et dans un souci de limiter le développement de ces « dark kitchen » sur le territoire de la Communauté de communes, il a été décidé de supprimer cette disposition et d'en réexaminer l'opportunité et les éventuelles localisations au terme d'une analyse plus approfondie qui sera menée dans le cadre de la révision générale du PLUi-HM, prescrite par délibération du Conseil communautaire du 7 novembre 2022.

Ainsi, le nouveau dossier de projet de modification n°2 qui vous est présenté, pour avis, comporte les évolutions suivantes :

Évolution à l'additif au rapport de présentation

Dossier de juillet 2023	► Les justifications portaient sur une logique d'interdiction dans les centralités afin de ne pas nuire à l'animation de ces espaces, sans se préoccuper des impacts possibles en zone plus résidentielle.
Dossier d'octobre 2023	► L'interdiction générale se justifie aussi en zone plus résidentielle, notamment au regard des flux de circulations des professionnels et des particuliers, générant des nuisances pour les habitants.

Évolution du règlement écrit

Dossier de juillet 2023	► Les cuisines dédiées à la vente en lignes étaient autorisées en UB1, UB2, UB3, UC1, UC2, sous réserve de ne pas nuire à la vocation résidentielle de la zone.
Dossier d'octobre 2023	► Les cuisines dédiées à la vente en lignes sont interdites en toutes zones

Au regard des évolutions projetées sur le projet de modification n°2 du PLU, je vous demande de bien vouloir **reconsidérer vos conclusions quant à l'obligation de réaliser une évaluation environnementale.**

Je vous informe, par ailleurs, que j'ai souhaité apporter une modification complémentaire au dossier de modification n°2 par la correction d'une erreur matérielle au règlement écrit du PLUi-H.

Cette modification consiste en la correction d'une condition liée à la règle 1.1.1 en zone A, AS et N qui n'a pas vocation à s'appliquer aux projets d'équipements intérêt collectif (pour les locaux techniques et ouvrages ne recevant pas de public) indispensables au fonctionnement des services publics, faisant l'objet d'un emplacement réservé inscrit au règlement graphique approuvé en février 2020.

Ainsi, le nouveau dossier de projet de modification n°2 qui vous est présenté, pour avis, comporte également les corrections suivantes :

Évolution à l'additif au rapport de présentation

Dossier d'octobre 2023	<p>► Correction d'une erreur.</p> <p>En effet, la rédaction actuelle pourrait compliquer la mise en œuvre de certains emplacements réservés mis en place au PLUi H approuvé en 2020 (selon les superficies au sol concernées).</p> <p>Pour rappel, la pertinence de leur localisation a été intégrée dans le cadre de l'évaluation environnementale de l'élaboration du PLUi-H.</p>
------------------------	---

Évolution du règlement écrit

Dossier de juillet 2023	<p>► Les constructions et installations doivent être compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>Sont autorisés sans condition :</p> <ul style="list-style-type: none">- les constructions ou la réalisation d'outillages nécessaires au fonctionnement du service ferroviaire et des impératifs techniques de l'exploitation
Dossier d'octobre 2023	<p>► Les constructions et installations doivent être compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.</p> <p>Sont autorisés sans condition :</p> <ul style="list-style-type: none">- les constructions liées à la mise en œuvre d'un emplacement réservé inscrit au règlement graphique.- les constructions ou la réalisation d'outillages nécessaires au fonctionnement du service ferroviaire et des impératifs techniques de l'exploitation

Vous souhaitant bonne réception de ces éléments, je vous remercie par avance de bien vouloir m'informer de votre décision sur ce dossier modifié.

Mes services et le bureau d'études d'urbanisme assistant la Communauté de Communes (représenté par M. Jérémy Peruzzo, bureau Espaces & Mutations) se tiennent à votre disposition, pour tout éclairage nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes sincères salutations.

Le Président,

Christian HEISON

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke, positioned to the right of the printed name.

Pièces annexes :

- Projet de rapport additif modifié
- Projet de règlement écrit modifié